

Etat espagnol : manifestation nationale contre les violences machistes



Dans l'Etat espagnol comme ailleurs, régulièrement, des femmes sont victimes de violences machistes. Les coupes budgétaires touchent aussi les services publics participant à la lutte contre ces violences ; elles concernent aussi l'éducation sexuelle, le droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse. Sur ces sujets, les restrictions budgétaires sont intrinsèquement liées à la politique réactionnaire, sexiste et culpabilisante envers les femmes. De nombreuses organisations, dont les syndicats du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, ont organisé une grande manifestation à Madrid le 7 novembre. Elle a rassemblé environ 500 000 personnes.

www.cgt.org.es www.intersindical.es www.lab.eus/eu www.iac.cat www.solidaridadobrero.org

Réseau européen des syndicats alternatifs et de base

Les organisations du Réseau se sont réunies les 31 octobre et 1^{er} novembre à Barcelone. A partir du travail réalisé avant la réunion, plusieurs sujets ont été traités, divers textes et campagnes adoptés. Le compte-rendu est sur le site Solidaires

<http://www.solidaires.org/Reseau-europeen-des-syndicats-alternatifs-et-de-base-Cr-de-la-reunion-des-31>

Soutien au peuple palestinien : campagne BDS

La campagne BDS France organise un week-end de formation et d'échanges, les 16 et 17 janvier, à Marseille. Alternant séances plénières et ateliers, le programme prévoit d'aborder les sujets suivants :

- ♦ Situation en Palestine, à l'international et sur la campagne BDS.
- ♦ Situation de BDS en France : particularités et contexte juridique ; face à la répression, comment mieux s'organiser ?
- ♦ Embargo militaire : Actualité. Quelles actions ?
- ♦ Se manifester sur la Palestine hors du strict cadre du BDS ; relation des comités locaux avec les associations et collectifs.
- ♦ Briser la chaîne médiatique, la communication BDS dans les réseaux sociaux, l'aspect média – vidéo, nos slogans.
- ♦ Boycott économique (Sodastream, Méhadrin, Teva, Orange...) et touristique.
- ♦ Boycott culturel, universitaire, sportif.
- ♦ Boycott syndical : Besoin et attentes palestiniennes.

Inscriptions (20€ à 50€, suivant les moyens de chacun) : atelierbds@yahoo.fr



Amnesty international : 10 jours pour signer !

Comme chaque année autour du 10 décembre, journée internationale des droits de l'Homme, Amnesty International invite les citoyen-nes du monde entier à agir en faveur de personnes dont les droits sont bafoués. « *Des États-Unis à l'Arabie Saoudite en passant par la Grèce, la Syrie et la République démocratique du Congo, les situations des personnes mises en avant cette année sont emblématiques de violations graves des droits humains. Nous appellerons à la mobilisation internationale pour les dénoncer et que les cas de ces personnes ne tombent pas dans l'oubli.* » La campagne vise à mobiliser l'opinion publique sur **10 situations emblématiques de personnes menacées dans leurs droits** : condamnées à mort, victimes de torture, de disparitions forcées, de discrimination en raison de leur orientation sexuelle, syndicaliste emprisonnée, etc. Pour signer : <http://www.10journspoursigner.org>

Daech frappe aussi en Tunisie

Mardi 24 novembre, Daech a frappé en plein cœur de la capitale tunisienne, tuant 12 membres de la Garde présidentielle et blessant une vingtaine d'autres personnes. En ciblant un corps sécuritaire d'élite, Daech a voulu terroriser la population en cherchant à démontrer que personne ne devait désormais se sentir à l'abri. Cet acte intervient 11 jours après la sinistre soirée du vendredi 13 novembre qui avait déjà fortement ébranlée les tunisien-nes.

- ▶ Chacun-e d'entre eux a en effet au moins un proche en France, et deux tunisiennes figurent dans la liste des victimes ;
- ▶ le même jour, dans une région pauvre de l'intérieur de la Tunisie, un jeune berger était décapité par Daech.

Le massacre du 24 novembre intervient dans une période où le mouvement social était en plein essor après plusieurs années de recul et de déceptions. Depuis un an en effet, les luttes ont atteint un niveau rarement atteint, avec par exemple :

- ▶ trois mois de blocage du bassin minier de Gafsa par des jeunes chômeurs revendiquant un emploi,
- ▶ plus de six mois de luttes résolues dans le secteur public pour mettre un terme à la dégradation continue du pouvoir d'achat.

Une série d'avancées avait été arrachée dans le secteur public et, dans la foulée, l'UGTT avait programmé dans le secteur privé un cycle national de grèves régionales entre le 19 novembre et le 1er décembre. La première étape a eu lieu le 19 novembre avec une **grève, à environ 90 % dans les 164 plus grandes entreprises privées de la région de Sfax**. Les grévistes avaient reçu le renfort de salarié-es du public ayant débrayé en solidarité. Le rassemblement et la manifestation ont connu une participation comparable à la grève générale régionale ayant précédé la chute de Ben Ali. Coïncidence du calendrier ou intention délibérée, la seconde étape du cycle de grèves dans le privé devait normalement avoir lieu dans le Grand Tunis le 25 novembre. Mais suite à l'attentat survenu la veille vers 17h, l'UGTT a reporté cette grève et les suivantes.

Dès le 24 au soir, le pouvoir a par ailleurs réinstauré l'état d'urgence qu'il avait été contraint de lever suite aux mobilisations de début septembre contre le projet de loi de blanchiment des corrompus de l'ancien régime. **Cette chape de plomb sécuritaire a même été renforcée avec l'instauration du couvre-feu de 21h à 5h du matin dans la région de Tunis.** Comme le font Hollande et Valls en France, le pouvoir tunisien utilise les menées terroristes pour empiéter sur les droits démocratiques. Il est trop tôt pour connaître l'effet de la situation actuelle sur les luttes en cours. Néanmoins, certains signes montrent que la population n'est pas prête à se laisser intimider par le totalitarisme islamiste : Les amoureux du cinéma, et notamment beaucoup de jeunes, se sont rendus en masse dès le 25 aux projections organisées à Tunis dans le cadre du très populaire festival cinématographique annuel que les organisateurs avaient refusé d'annuler malgré les pressions du pouvoir. Par ailleurs, profitant du retour du soleil, les terrasses des cafés avaient retrouvé à peu près leur animation habituelle. Malgré l'état d'urgence, le rassemblement hebdomadaire du mercredi pour exiger la vérité et la justice sur l'assassinat de Chokri Belaïd et de Mohamed Brahmî avait par ailleurs été maintenu le 25 par les organisateurs. Les participant-es se sont rendus en cortège jusqu'au lieu où avait eu lieu l'attentat de la veille.

Syrie, Kurdistan, Irak, Turquie : formation Solidaires le 3 février

Ce qui se passe dans cette région a des conséquences mondiales ; mais ce qui a conduit à la situation actuelle s'explique par des décisions politiques d'une portée tout aussi vaste. **L'Union syndicale Solidaires est impliquée dans le soutien aux luttes populaires, aux luttes syndicales, aux luttes progressistes ; nous dénonçons les régimes qui massacrent, torturent, emprisonnent, répriment les populations ; mais cette solidarité syndicale internationale n'est pas incompatible avec des interrogations, voire des critiques ou des désaccords.** Surtout, nous avons besoin de mieux comprendre les interactions et les enjeux ; besoin de collectiviser les connaissances de plusieurs camarades particulièrement investi-es sur ces dossiers. **Cette journée a pour objectif de rendre un peu plus intelligible les forces en présence, la situation politique et les guerres autour du conflit en Syrie.** Après une introduction générale, nous nous intéresserons à deux forces et idéologies émergentes, mais complètement antagonistes, de la région : Daech, d'un côté dont on parle beaucoup en France, suite aux attentats et massacres que le groupe perpète à travers le monde ; les combattants et combattantes du confédéralisme démocratique de l'autre, souvent simplifiés par l'appellation « Kurdes », qui construisent un projet pacifiste et émancipateur. L'après-midi sera consacrée à la présentation de la situation en Iran et en Syrie pour permettre de dépasser les clichés et raccourcis qui sont faits de ces pays, pris au cœur d'une géopolitique en apparence impénétrable. [Le programme](#) est disponible sur le site Solidaires.

L'autonomie démocratique au Rojava et au Bakur.
[Un texte de deux camarades de Solidaires étudiant-es,](#)
[paru sur le site de l'Association Autogestion.](#)

Maroc : marche nationale à Casablanca le 29 novembre



Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté le dimanche 29 novembre, à l'appel de l'UMT, la CDT, la FDT et l'UGTM, soutenues par l'ODT. **Les revendications portaient sur l'augmentation des salaires et le refus de la contre-réforme des retraites.** Une grève nationale aura lieu le 10 décembre, dans la Fonction publique et les Collectivités territoriales.

Grèce : appel de syndicalistes « des conventions collectives maintenant ! »

L'Union syndicale Solidaires a répondu positivement à cet appel de syndicalistes de Grèce. Nous avons transmis des signatures.

Nous, qui prenons cette initiative et qui sommes signataires du document suivant, nous lançons un appel à la solidarité des peuples d'Europe. Nous avons besoin de votre soutien pour que le Parlement grec adopte une loi de protection des droits des travailleurs par le rétablissement effectif des conventions collectives [...]

Les forces néolibérales ont réussi à utiliser la crise comme une opportunité pour leurs plans agressifs. Nous sommes maintenant confrontés à une déréglementation généralisée des relations de travail ; à un processus de redistribution des richesses et du pouvoir en faveur du capital et contre le travail. **Pour nous attaquer à la cause profonde du problème, nous devons comprendre une contradiction fondamentale : la contradiction entre les énormes quantités de richesse produite par les sociétés d'aujourd'hui et la montée des inégalités.** De notre point de vue, sortir de la crise implique la réduction de ces inégalités et l'inversion des politiques de dévaluation du travail, en un mot, la redistribution du pouvoir et des richesses en faveur du travail.

En Grèce, les politiques néolibérales ont abouti à la destruction des droits du travail. **L'abolition de la négociation collective a provoqué des baisses de salaires allant jusqu'à 40%.** Près d'un travailleur sur trois dans le secteur privé a un salaire net de 300 euros (440 euros brut), étant employé sous des formes d'emploi flexibles (temps partiel et emploi de sous-traitance, rotation des emplois, etc.). À ce jour, le salaire de 45% des salariés est inférieur à 751 euros, ce qui était la limite du salaire minimum avant que la loi ne réduise brutalement le salaire minimum. En 2012, ce chiffre n'était que de 17%, comprenant le salaire minimum à temps plein et l'emploi à temps partiel. Selon certaines estimations, le nombre de travailleurs au noir ou non déclarés se monterait à plusieurs centaines de milliers. Les infractions au droit du travail ont augmenté à des niveaux incommensurables, faisant du respect du droit du travail par les entreprises une exception. Dans le même temps, un pourcentage élevé de travailleurs du secteur privé, est payé jusqu'à douze mois de retard, et le nombre de chômeurs atteint 1,5 million.

[...] **Nous savons que nous ne pouvons conquérir notre dignité que par les luttes et l'organisation sociales. Nous nous battons pour retrouver le droit aux conventions collectives du travail,** afin que les travailleurs puissent s'organiser et exiger une vie dans la dignité ; pour supprimer toutes les réglementations sur les conventions collectives et les procédures d'arbitrage, qui ont été imposées par le mémorandum et qui ont ouvert la porte à une déréglementation généralisée des salaires dont 80% résultent de contrats individuels. Priver un pays de son droit de négociation collective touche à une question qui concerne tous les travailleurs européens : celle de la démocratie elle-même [...]

Soutien à VIOME

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, dont Solidaires est membre, participe à la campagne internationale de soutien aux travailleurs et travailleuses de VIOME, usine grecque autogérée. Nous reproduisons ici le dernier appel international. Un convoi de VIOME va prochainement venir en France ; Solidaires appelle à passer des commandes pour les soutenir.

Après avoir été abandonnée par les employeurs, l'usine de VIOME a fonctionné depuis quasiment trois ans sous contrôle ouvrier en autogestion par l'assemblée des travailleurs. Elle constitue aujourd'hui une lutte emblématique, qui démontre que la vraie réponse à la crise qui laisse des millions d'individus dans la pauvreté et le chômage est l'émancipation des travailleurs et un redressement productif basé sur l'initiative et la créativité de la société. Les travailleurs de VIOME, à travers la fabrication de produits ménagers dans les locaux de l'usine occupée, ont proposé un nouveau mode de production qui répond aux besoins de la société, contre les relations d'exploitation du travail et le besoin infini d'accumulation du capital.

Malheureusement, en dépit des promesses des gouvernements successifs de régulariser cet exemple intéressant d'autogestion ouvrière, les travailleurs de VIOME font face à des procédures juridiques qui pourraient mener à la liquidation des locaux de l'usine et menacer la poursuite de la production.



Nous, collectifs et individus soussignés, soutenons la lutte des travailleurs de VIOME pour l'emploi, la dignité et la liberté, contre un système judiciaire qui sert aveuglément les intérêts des puissants. Nous les soutenons dans leur décision de défendre leurs efforts de production par tous les moyens possibles.

Nous prévenons les autorités grecques et les puissants intérêts d'affaires qui s'opposent à la lutte de VIOME qu'une attaque contre VIOME constitue une attaque contre nous tous. Nous demandons au gouvernement grec d'arrêter la mise aux enchères des locaux de VIOME et de présenter une solution définitive en expropriant les terrains et en les confiant aux travailleurs, à la condition que l'usine continue de fonctionner sous contrôle ouvrier et en horizontalité dans les prises de décisions. **Nous indiquons clairement que nous ne permettrons à personne de reprendre l'usine à ses propriétaires légitimes que sont les travailleurs et la communauté en général.** Nous soutiendrons cette lutte dans toutes ses étapes futures. Les travailleurs de VIOME l'emporteront car ils se battent pour une juste cause de dignité et d'autodétermination !

<http://www.autogestion.asso.fr/?p=5582#more-5582>

Déclaration des rencontres européennes solidaires avec les zapatistes

Du 20 au 22 novembre, divers collectifs adhérents à la Sexta se sont réunis à Barcelone, à l'invitation des adhérent-es de la Sexta de Barcelone et de la fédération locale de la CGT. L'Union syndicale Solidaires y était représentée. Voici l'essentiel de la déclaration finale ; l'ensemble des textes est disponible auprès des membres de la commission internationale.

[...] Nous partageons la douleur et la rage de toutes et tous celles et ceux qui au Mexique subissent les conséquences des attaques répressives de l'Etat. A un an et deux mois du crime d'Iguala, nous continuons à rappeler qu'il nous manque 43 compagnons [de l'école normale rurale d'Ayotzinapa] et des milliers d'autres, et que nous n'allons pas cesser de lutter pour elles et eux. Nous réitérons notre engagement auprès des zapatistes ainsi qu'aux côtés des collectifs et des organisations adhérent-e-s à la Sexta au Mexique et dans le monde. Tout spécialement envers le Congrès National Indigène et sa digne lutte contre les mégaprojets imposés par des multinationales dont beaucoup sont d'origine européenne, et qui s'en prennent aussi à nos territoires. De la même manière, nous remercions le travail d'information indépendant effectué par les médias libres au Mexique, et continuerons à dénoncer les agressions qu'ils subissent. Pour finir, nous croyons fortement que pour renforcer la solidarité avec les zapatistes, il est nécessaire de resserrer les liens entre les réalités qui, depuis en bas et à gauche, construisent de l'autonomie dans nos territoires.

Tout comme avec les peuples qui au Mexique subissent la spoliation de leurs territoires, nous nous solidarisons avec tous ceux qui résistent contre les mégaprojets, ici en Europe. En particulier avec la digne lutte NO TAV au Val de Susa (Italie) et avec la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (France). Nous dénonçons aussi la grande vague de répression contre le mouvement libertaire dans l'Etat Espagnol, qui a été rendue évidente à travers les opérations Piñata et Pandora, et plus récemment avec l'opération Ice. Depuis les terribles attentats de Paris du 13 novembre, notre douleur et notre rage sont grandes. Rage contre le totalitarisme, responsable direct de ces massacres. Mais aussi contre **l'hypocrisie des gouvernements européens qui parlent de guerre contre le terrorisme, quand ce sont eux-mêmes qui ont créé le monstre de Daech (ISIS) en soutenant des pays complices.** Il est clair pour nous que la finalité des interventions impérialistes consiste à protéger leurs intérêts économiques. Nous dénonçons comment maintenant les Etats Européens profitent de la douleur et du choc afin de renforcer leurs politiques militaristes, répressives, liberticides et xénophobes.

Un des objectifs est de criminaliser les mouvements sociaux, qui sont désormais attaqués à travers la restriction des libertés individuelles et collectives. Notre lutte est pour l'émancipation et la justice sociale, contre les politiques qui produisent exclusion, répression, discrimination et spoliation. Nous resterons debout aux côtés des mouvements sociaux et des peuples qui luttent pour la liberté, la justice et la démocratie dans le monde. A la haine et à la peur, nous répondrons par la solidarité et l'action collective.



Notre solidarité va naturellement aussi du côté des migrants qui se heurtent contre le mur de la « forteresse Europe », symbole du néolibéralisme, qui ouvre ses portes à la richesse mais pas à ceux et celles qui la produisent. **Le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) est un exemple brutal** de comment ceux d'en haut offrent le destin des peuples aux grandes richesses financières. Tout comme l'ALENA (Accord de Libre Commerce de l'Amérique du Nord), qui avait poussé l'EZLN à se soulever en armes en 1994. De manière parallèle à la digne lutte des compagnons au Chiapas, notre regard se dirige vers **les peuples qui résistent et construisent une autonomie depuis en bas, et spécialement vers le processus qui se développe au Kurdistan** et qui subit le harcèlement du monde capitaliste, tant occidental qu'oriental.

www.cspcl.ouvaton.org

Corée : Solidarité avec les camarades de KCTU !

Le 6 novembre, la police a tenté d'envahir les locaux de KPTU (fédération des transports de la KCTU). Le 14 novembre, elle usait de canons à eau contre 130 000 participant-es, avec un gaz incapacitant « poivré » entraînant une centaine de blessés. 51 camarades ont été interpellés, 6 ont été déferés. Deux jours avant, le président du KCTU avait fait l'objet d'un mandat d'arrêt. Les forces spéciales de la police ont essayé de procéder à son arrestation après un discours public virulent contre le gouvernement ; 40 militants syndicaux accusés de le protéger ont vu leur domicile perquisitionné. 8 sièges de fédérations syndicales ont aussi été perquisitionnés au petit matin de la manifestation. Du matériel informatique y a été saisi. **Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes soutient KCTU qui organise une nouvelle journée de manifestations et de grève.**



Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : www.solidaires.org/article12420.html